

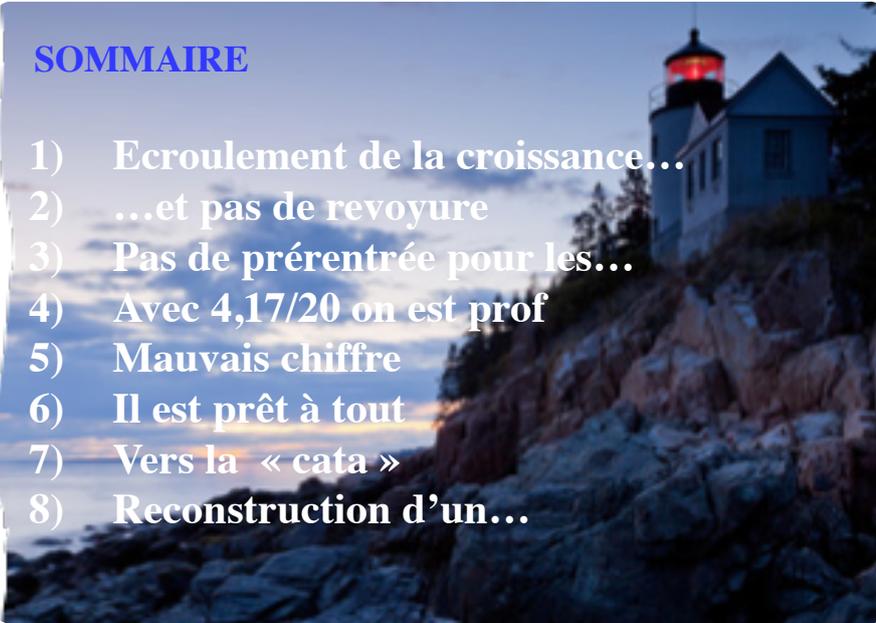
LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 16 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Ecoulement de la croissance...
- 2) ...et pas de revoiture
- 3) Pas de préentrée pour les...
- 4) Avec 4,17/20 on est prof
- 5) Mauvais chiffre
- 6) Il est prêt à tout
- 7) Vers la « cata »
- 8) Reconstruction d'un...



G.Diez La Presse en Revue

I) «La croissance s'écroule à cause de l'austérité et des hausses d'impôts»



La croissance zéro au 1er trimestre s'explique notamment par un fort décrochage de la consommation des ménages. (Photo Joël Saget.AFP)

L'économiste Eric Heyer analyse pourquoi la France se retrouve avec une croissance nulle au premier trimestre 2014.

Les chiffres de la croissance pour le premier trimestre 2014 viennent de tomber. La sentence est lourde: +0% pour la France, l'économie stagne. Le gouvernement maintient son (petit) objectif de 1% de croissance sur l'année, jugé «raisonnable» par le ministre des Finances Michel Sapin ce jeudi matin. Eric Heyer, économiste et Directeur adjoint au Département analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) revient sur la signification de ce chiffre et sur l'action gouvernementale.

Que signifie ce chiffre de 0% de croissance?

Ce que dit ce chiffre, c'est que la consommation des ménages s'effondre. Elle s'effondre à cause de l'austérité et à cause des hausses d'impôts. Depuis le premier trimestre 2011 on est à 0%, ou presque, de croissance. Et qu'est-ce qui a été mis en place en 2011? L'austérité. Dans un premier temps, les tentatives de réduction du déficit pesaient sur les ménages comme sur les entreprises. La croissance ralentissait mais ne s'effondrait pas. Sauf que depuis 2013, on fait porter tout l'effort sur les ménages et donc fatalement la croissance s'écroule. A partir du moment où on touche au pouvoir d'achat, il était faux de penser que ça n'allait pas altérer les habitudes de consommation des ménages.

Quel impact sur les entreprises?

La baisse de consommation entraîne inexorablement une chute des investissements des entreprises. Leurs commandes ralentissent et les entreprises basculent dans une sous-utilisation de leurs capacités de production. Comme l'austérité casse la demande, les carnets de commande s'effondrent, en France comme en Europe, et les entreprises qui tournent à 70% de possibilité ne ressentent pas le besoin d'investir. On continue donc dans le même rythme et l'économie ne tourne plus.

Le gouvernement assure pouvoir tenir l'objectif de 1% de croissance d'ici la fin de l'année, une affirmation réaliste?

L'objectif de 1% n'est pas encore perdu. Les chiffres avancés aujourd'hui sont provisoires. Il semblerait que les 0,3% sur l'année soit acquis. Il faudrait entre 0,3% et 0,4% de croissance chaque trimestre jusqu'à la fin de 2014 pour y parvenir. C'est possible dans l'hypothèse où le gouvernement a effectivement pris conscience de la nécessité de mise en place d'un réel virage économique. Le pouvoir d'achat des ménages est le dernier moteur et on ne peut pas le couper.

Pour l'instant peut-on voir une réelle différence entre les politiques économiques de l'ancien et du nouveau gouvernement?

C'est le problème. 4 milliards supplémentaires de réduction du déficit ont été annoncés pour d'ici le mois de juin. Sauf que dans la manière d'y parvenir on ne voit pas beaucoup de différences avec la période Jean-Marc Ayrault. Depuis fin 2012, c'est une stratégie issue du rapport Gallois [l'ex-patron de la SNCF Louis Gallois a piloté un rapport sur la compétitivité française, ndlr] qui prédomine. C'est-à-dire basée sur le fait que le seul problème vient de l'offre, donc qu'il faut baisser les cotisations des entreprises et que ce financement doit se faire par tous les moyens sauf une augmentation du déficit. Malheureusement, comme le gouvernement ne peut plus financer, c'est aux ménages de mettre la main à la poche. Aujourd'hui finalement, il n'y a aucun changement: il faut réduire le déficit à tout prix et l'effort pèse toujours essentiellement sur les ménages.

La seule différence pour le gouvernement Valls, sera le contexte économique international plus porteur et favorable. La croissance repart en Europe, et celle de la France pourra s'appuyer dessus.

Ivanhoé GOVOROFF

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Marylise Lebranchu : "En croissance zéro, il n'y aura pas de revoiture"



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Alors que sept syndicats ont appelé à manifester la ministre de la Fonction publique a confirmé le gel du point d'indice des fonctionnaires.



Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction publique, en novembre 2013 à l'Assemblée. LCHAM/SIPA

Marylise Lebranchu a confirmé ce 15 mai le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2014. Une annonce qui fait suite à celle de l'Insee, estimant aujourd'hui que la France a eu une croissance nulle au premier trimestre.

Alors que sept syndicats ont appelé ce jeudi à une journée d'action, la ministre de la Fonction publique a réaffirmé sur France info que le salaire des fonctionnaires ne serait donc pas réévalué :

« Nous ne pourrions faire de geste que le jour où la croissance redémarrera dans notre pays. Elle est nulle. En croissance zéro, il n'y aura pas de revoiture. »

"Il n'y aura pas de revoiture cette année", a-t-elle insisté.

7 syndicats dans la rue

Le Produit intérieur brut (PIB) entre janvier et

Le Produit intérieur brut (PIB) entre janvier et mars n'a pas progressé par rapport au trimestre précédent, selon une première estimation publiée aujourd'hui par l'Insee.

Au cours de son interview de ce matin, la ministre a indiqué qu'une solution d'entraide entre hauts et bas salaires de la fonction publique était à l'étude :

« Je n'ai toujours pas arbitré. Je pense qu'en période de crise nos plus hauts fonctionnaires pourraient faire un geste de solidarité. »

Mardi, deux jours avant la manifestation, le Premier ministre, Manuel Valls, a douché les attentes des syndicats de fonctionnaires sur leurs revendications salariales, et réaffirmé que dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards, le point d'indice resterait gelé jusqu'en 2017.

Contre cette mesure, sept syndicats (CFDT, CFTC, CGT, FA-FP, FSU, Solidaires et Unsa) ont lancé un appel commun pour que les agents se mobilisent "massivement". Le point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires, n'a pas été augmenté depuis juillet 2010.

III) La prérentée des enseignants sera supprimée en 2014

Le monde.fr-Maryline Baumard



Dans une école parisienne, en septembre 2013. | AFP/MARTIN BUREAU

Bonne nouvelle pour les enseignants, mauvaise nouvelle pour l'école ! La prérentée des enseignants du primaire et du secondaire, prévue pour le 29 août, aura finalement lieu le 1er septembre. C'est-à-dire en même temps que la rentrée scolaire des 12 millions d'élèves.

L'information devrait être annoncée par le ministre au Conseil supérieur de l'éducation (CSE), vendredi 16 mai. Mercredi, le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), principal syndicat des collèges et lycées, a

tweeté l'annonce. « La prérentrée en août, le ras-le-bol de la profession (au salaire gelé) est arrivé aux oreilles du ministre, qui annonce le report à septembre », précisait le message diffusé sur le compte du syndicat.



SNES-FSU @SNESFSU

*Avec le SNES FSU, on a obtenu le report de la prérentrée!
Aujourd'hui, battons nous pour obtenir une revalorisation / dégel
du point d'indice
9:45 AM - 15 Mai 2014*

« LE TOUT-EN-UN N'EST PAS SÉRIEUX POUR L'ÉCOLE »

A l'heure actuelle, le cabinet de Benoît Hamon ne confirme pas ce « cadeau » fait aux enseignants contre l'intérêt des élèves, mais les autres syndicats en ont aussi été informés. Pour François Portzer, le secrétaire général du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc), c'est une bonne nouvelle. « Faire rentrer les enseignants en août était inacceptable. Nous avons déposé un préavis de grève et je peux vous dire que nos militants y auraient répondu favorablement », rappelle-t-il.

Côté syndicat des enseignants, on ne crie pas victoire. « Le tout-en-un n'est pas sérieux pour l'école, rappelle Christian Chevalier, le secrétaire général du SE-UNSA. Si le ministre repousse la prérentrée des enseignants, il doit aussi repousser celle des élèves. Cette journée était nécessaire, ne serait-ce que pour des questions d'organisation. »

ACHAT DE LA PAIX SOCIALE

La journée de prérentrée permettait aux équipes éducatives de prendre leurs marques ensemble ; de lancer des sujets de travail pour l'année ; des projets. Peu de temps y est dévolu à d'autres moments de l'année, alors que le travail en groupe apparaît comme une absolue nécessité pour l'école française. Pire, pour Philippe Tournier, le secrétaire général du SNPDEN, syndicat des proviseurs et principaux, « on retardera la rentrée des élèves d'une journée si celle des enseignants est décalée. Cette prérentrée, qui est déjà passée de deux journées à une, est absolument incontournable ».

Une journée de rentrée ne changera pas la face de

l'école, certes, mais cette décision ministérielle montre comment le ministre Benoît Hamon entend gérer son ministère. Ses premières décisions montrent combien l'intérêt de l'enfant passe loin derrière l'achat de la paix sociale. Ce qui était pressenti par nombre d'acteurs de l'école se sera confirmé sans délai.

Il reste encore à éclaircir les modalités de ce changement de calendrier scolaire. Si l'annonce doit avoir lieu ce vendredi, le nouveau calendrier doit être présenté au CSE du 23 mai. Peut-être en même temps que la circulaire de rentrée qui est aussi en train d'être réécrite sous la dictée syndicale... Des questions restent en suspens autour de la suppression du 29 août. Sera-t-elle reportée à plus tard dans l'année ? Option à laquelle s'opposent le SNES comme le Snalc. Sera-t-elle purement et simplement supprimée ? C'est ce que laissent entendre aujourd'hui les syndicats...

En tout cas, le Snalc est bien décidé à profiter de l'avantage. « Nous serons très vigilants quant aux modalités pratiques et refuserons toute éventuelle journée de "rattrapage" qui pourrait être proposée pour "compenser" ». Dans la foulée, ce syndicat va même demander que la prérentrée ait lieu le 1er septembre également pour les années scolaires 2015-2016 et 2016-2017.

Les élections professionnelles dans les établissements sont prévues en décembre, et l'année risque de ressembler à une surenchère des demandes des syndicats, dans un contexte de désyndicalisation et d'abstention massive lors du dernier scrutin.

Maryline Baumard
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) En France, on peut devenir prof des écoles avec 4,17/20 de moyenne

Pascal Riché | Cofondateur Rue89

Dans les académies de Versailles et de Créteil, le seuil d'admission ne dépasse pas 5/20. Signe d'une crise des vocations pour un métier que les pouvoirs publics ne savent pas rendre attrayant.



Fernandel dans « Topaze » (DR)

Dans l'académie de Créteil, au moins un candidat a été reçu au concours externe pour devenir professeur des écoles 2014 avec une note moyenne de 4,17 sur 20.

Vous avez bien lu. Normalement, un élève ayant une note inférieure à 5/20 a droit à une appréciation sévère : « mauvais »... « n'a pas travaillé »... « inadmissible ». Dans l'académie de Créteil, avec la même note, on est non seulement admissible mais aussi admis.

Voici la copie du relevé des notes d'un des candidats admis dans l'académie de Créteil, dont dépend la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. On voit que pour être admissible, il fallait obtenir 24 points sur 120, soit une moyenne de 4/20. Pour être admis, il fallait atteindre 50,10 points sur 240, soit une moyenne de 4,17/20.

L'an dernier, dans cette même académie de Créteil, le « seuil d'admission » était déjà de 4,1/20. Mais en 2012, il était de 9/20. Tout cela ne promet rien de très bon pour les élèves de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne ou de Seine-et-Marne. Trois départements qui comptent déjà, dans certaines villes, pas mal de problèmes par

ailleurs.

PROF.ECOLES CONCOURS EXTERNE PUBLIC : EXTERNE PUBLIC 1		
Epreuves	Coef.	Notes
FRANCAIS-HIST-GEO-INSTR.CIVIQ.	3	20,00
FRANCAIS		12,00
HISTOIRE-GEOGRAPHIE-INS.CIVIQ.		8,00
MATHS ET SCIENCES EXPER.TECHNO	3	20,00
MATHEMATIQUES		12,00
SCIENCES EXPERIMENT.ET TECHNO.		8,00
Total de points		: ADMISSIBLE
		seuil d'admissibilité : 24 points
ORAL 1	3	20,00
SEQUENCE ENSEIGNEMENT EN MATHS		12,00
EPREUVE A OPTION		3,00
ORAL 2	3	20,00
SEQUENCE ENSEIGNEMENT FRANCAIS		12,00
ETHIQUE ET RESPONSABILITE		3,00
Total de points		: ADMIS
		seuil d'admission : 50,10 points

Un relevé de note ou « collante » (zelapingarou)

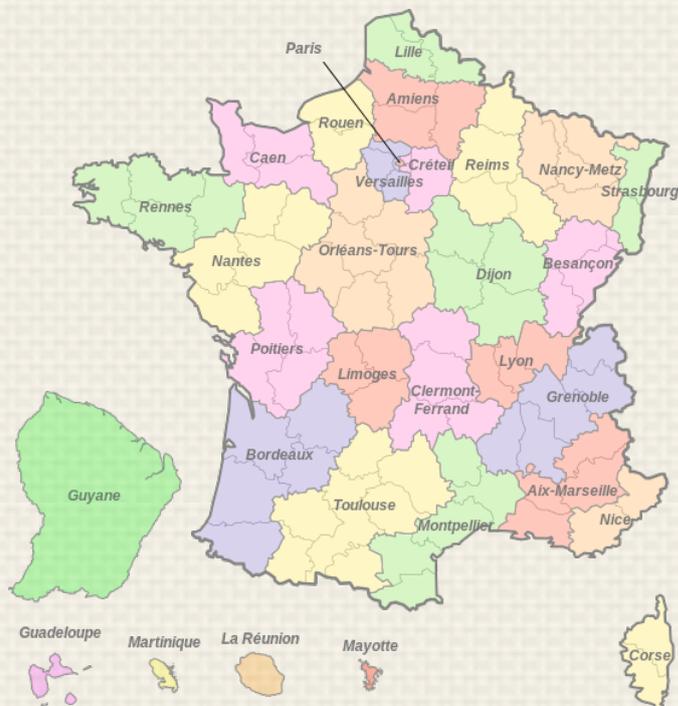
Hallucinant ? Il s'agit d'un concours, donc la note importe peu. L'administration retient, au terme de ce dernier, autant de candidats qu'il y a de postes ouverts, quels que soient leurs résultats, en commençant par les meilleurs.

Si un examinateur est convaincu qu'il faut écarter un candidat qu'il juge incapable d'enseigner à des enfants, sa seule possibilité est de lui coller un zéro à l'oral (français, maths...). Les zéros sont en effet éliminatoires. L'abus de ces zéros, qui volent par centaines, a soulevé une polémique l'an dernier qui se poursuit cette année. Certains candidats recalés à cause d'un zéro se retrouvent en effet parfois avec une moyenne deux fois supérieures au seuil d'admission de leur académie...

Une grande diversité des « seuils d'admission »

Les seuils ne sont pas divulgués par le ministère de l'Education, mais ils sont affichés sur les relevés de note des candidats. Pour les trouver, il faut se rendre sur les forums de discussion des enseignants du primaire.

On constate qu'il existe une grande diversité des « seuils d'admission », en fonction des académies. Il est plus facile d'être reçu dans la région parisienne qu'à Rennes... Voici quelques exemples de seuils d'admission, sur 20, pour le concours externe public :



- Créteil : 4,17
- Versailles : 4,57
- Lille : 7,1
- Grenoble : 7,18
- Poitiers : 7,8
- Amiens : 8
- Rennes : 8,6
- Bordeaux : 8,8
- Toulouse : 9,18
- Lyon : 9,18
- Nantes : 9,5
- Montpellier : 10

Carte des académies (Wikimedia commons)

Certains candidats qui ont passé le concours dans des académies dans lesquels les seuils sont supérieurs à 8 l'ont un peu mauvaise. Sur un forum de discussion, une enseignante-stagiaire, gg11, admise dans l'académie de Bordeaux, rouspète ainsi :

« Je comprends la nécessité de recruter, mais [...] Ça m'écœure de lire ça, quand je compare... Maintenant félicitations aux admis, mais quand même ça fait peur un tel niveau (là c'est la maman de trois enfants qui parle). »

Sur le même forum un candidat malchanceux, ccilou, ne comprend pas. Il a été recalé dans l'académie de Bordeaux avec 8,5 de moyenne. Ce n'est pas la première fois qu'il se présente au concours sans succès : en 2009, on lui avait barré la porte d'entrée dans l'Education nationale alors qu'il avait eu 11 de moyenne ! Quand il découvre que des profs sont recrutés en région parisienne avec 4/20 de moyenne, il explose :

« Franchement, je trouve certains seuils honteux ! Comment peut-on prendre aussi bas ! Même pas 5 de moyenne générale pour aller enseigner aux enfants ? Dire qu'il y a quatre ans je me suis fait recalé avec 11 de moyenne ! C'est scandaleux ! »

A Versailles et Créteil, 87% des candidats réussissent le concours

Voici le tableau des taux de réussite au concours externe, en 2014, par académie. Si vous vous présentiez dans l'académie de Créteil ou dans celle de Versailles, vous aviez cette année près de neuf chances sur dix d'être reçu...

Des disparités dans le recrutement

Taux de réussite des candidats qui se sont effectivement présentés. Concours externe des professeurs des écoles, 2014.

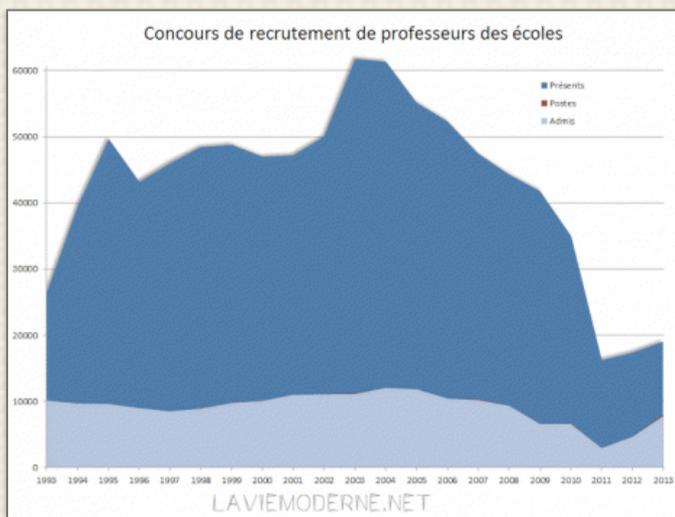
- Nancy - Metz
87,0%
- Créteil
86,9%
- Versailles
78,5%
- Guyane
64,0%
- Amiens
44,2%
- Orléans-Tours
44,0%
- Paris
40,6%
- Dijon
37,3%
- Grenoble
35,7%
- Poitiers
35,2%
- Lyon
35,2%
- Réunion
34,2%
- Lille
32,9%
- Rouen
29,8%
- Limoges
29,5%
- Nice
29,2%
- Nantes
28,9%

Strasbourg	28,3%
Toulouse	27,7%
Aix - Marseille	26,7%
Guadeloupe	26,4%
Reims	25,3%
Caen	25,1%
Montpellier	23,7%
Clermont - Ferrand	22,9%
Martinique	21,5%
Besançon	20,8%
Rennes	20,4%
Corse	19,1%
Bordeaux	

Created with Datawrapper
Source: Education.gouv.fr Get the data

Pourquoi une telle catastrophe dans la région parisienne ?

Les causes de cette situation sont profondes. Le nombre de candidats a chuté depuis dix ans. Dans l'ensemble de la France, ils étaient plus de 60 000 en 2004, ils ne sont plus que 26 000 aujourd'hui. L'exigence d'un master (au lieu d'une licence) a également contribué à réduire le vivier de candidats, mais elle n'explique pas tout.



La chute du nombre de candidats aux postes de professeurs des écoles (La vie moderne)

Malgré le chômage, de plus en plus rares sont ceux qui veulent aujourd'hui devenir instituteurs.

Dans l'académie de Versailles, c'est 1 210 postes qu'il fallait pourvoir et 1 090 dans celle de Créteil. Ces deux académies arrivent loin devant les autres : la troisième académie, Lille, avait 499 postes à pourvoir.

Par ailleurs, la crise des vocations croise la crise des banlieues. Le métier, en zone urbaine, est de plus en plus dur.

« Payez des cacahuètes, vous obtiendrez des singes »

Les candidats reçus en 2014 à Versailles ou Créteil ne sont évidemment pas tous mauvais, beaucoup ont reçu de très bonnes notes au concours des professeurs des écoles. Mais comment accepter que, pour répondre à la pénurie des vocations, l'Education nationale envoie dans des classes des professeurs maîtrisant mal le français, ou les maths, ou l'histoire-géo, ou parfois les trois.

Pour contourner le problème, les académies ouvrent moins de postes que prévu. Mais le résultat n'est pas tellement plus brillant, car les écoles manquent alors de profs, de remplaçants, etc. On recourt alors à des vacataires, dont le niveau n'est pas toujours éclatant.

Ainsi, cette année, selon Le Café pédagogique :

« Les résultats de la session exceptionnelle du concours de professeurs des écoles montre qu'il manque environ 10% des enseignants soit 875 postes non pourvus. Ainsi il manquera 142 professeurs dans l'académie de Créteil, 46 à Amiens, 64 à Lille, 38 à Strasbourg, 47 à Toulouse et 252 à Versailles.

Alors que les années précédentes on rencontrait des manques locaux, cette année et sur ce concours il y aura des manques d'enseignants dans deux académies sur trois. »

Il existerait bien un moyen simple pour résoudre progressivement le problème, mais je sens qu'il ne va pas plaire au ministre des Finances Michel Sapin : il faudrait mieux payer les profs pour attirer plus de candidats.

Un proverbe américain résume crument les choses : « If you pay peanuts, you get monkeys », si vous payez des cacahuètes, vous recruterez des singes.

Cela vaut pour une entreprise privée comme pour une administration.

D'autres pays l'ont compris, qui rémunèrent bien correctement enseignants et les valorisent. Ils misent sur l'avenir, donc sur l'éducation. Mais en France, qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements ont le nez sur le court terme (et sur ce totem idiot des 3% de déficit) : ils sont imperméables à l'argument.

Sans sourciller, le Premier ministre Manuel Valls vient d'ailleurs de reconduire le gel du point des fonctionnaires, un gel qui dure depuis déjà depuis quatre ans. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les enseignants, mais là n'est pas le plus grave : ce n'est pas une bonne nouvelle pour les enfants.

Comme dirait Jacques Higelin, alertez les bébés !

rue89.nouvelobs.com

V) Croissance : les illusions perdues de la zone euro



La croissance dans la zone euro ne gagne guère en dynamisme

Romarc Godin

La croissance de 0,2 % de la zone euro au premier trimestre 2014 est un mauvais chiffre. Un chiffre qui révèle quelques illusions de la politique menée jusqu'ici.

Les chiffres de croissance du premier trimestre publiés ce 15 mai dans la zone euro ont apporté un certain nombre d'enseignements qui, encore une fois, mettent à mal le « scénario central » des économistes et des dirigeants européens. Rappelons les grandes lignes de ce scénario : une

accélération progressive et continue de la croissance de la zone euro pour revenir progressivement à une croissance de 2 % qui semble la norme acceptée par tous. Mais un esprit curieux ne manquera pas de remarquer que ce « scénario central » est quasiment toujours le même depuis le début de la crise financière en 2007. Et qu'il s'est rarement réalisé. Aussi pourrait-il bien en être de même cette fois-ci. Reste qu'il ne faudra pas se laisser prendre à certaines illusions.

Première illusion : la stratégie de croissance européenne fonctionne

La hausse du PIB de la zone euro de 0,2 % au premier trimestre est la même qu'au trimestre précédent. Mais l'Allemagne fait illusion et un quart de la zone euro est en contraction, si on ajoute la France, on constate que près de la moitié du PIB de la zone euro n'a pas augmenté.

Toutes les politiques européennes mises en place depuis 2010 dans la zone euro et gravées dans le marbre institutionnel des Six-Pack, Two-Pack et semestre européen reposent sur une illusion : l'amélioration des comptes publics favorise la croissance. En réalité, cette politique a détruit les modèles économiques existants, a comprimé fortement la demande intérieure et a laissé les économies à la merci d'une demande mondiale au moment même où celle-ci, notamment celle des pays émergents, ralentissait. Elle a été incapable de créer une dynamique.

Certes, dans les pays sous programme, qui ont connu le plus fort de la récession en 2012 et 2013, on a assisté fin 2013 à une lente stabilisation de la situation. Certaines dépenses ne peuvent être remises à plus tard éternellement et les gains de compétitivité coût ont fini par faire gagner des parts de marché à l'export aux entreprises de ce pays. Mais tout ceci est très fragile. L'effondrement au premier trimestre du PIB portugais (-0,7 % contre +0,1 % attendu par le consensus) prouve à la fois les illusions des économistes et la mauvaise route prise aussi par ces pays.

Pour gagner en dynamisme, il faudrait investir massivement dans ces pays pour augmenter les capacités de production, diversifier l'économie et progressivement monter en gamme. Il faudrait aussi stabiliser la demande intérieure en lui redonnant du dynamisme. Mais la faiblesse de la demande externe, le manque de crédit, les marges sous pression depuis des années, l'incapacité des entreprises à fixer leurs prix et la poursuite des

politiques d'austérité rendent ce processus impossible. Sans compter que l'Italie et la France vont entrer dans cette guerre des coûts et qu'il va falloir réagir pour ne pas perdre son avance. Il va donc falloir encore comprimer la consommation.

D'autant que les autres pays (Allemagne exceptée) sont lancés à pleine vitesse dans cette guerre de compétitivité pour gagner les faibles parts de marché à disposition. On y comprime donc la demande, ce qui détruit toute dynamique et réduit encore les débouchés pour les pays « qui ont ajusté. » Le gâteau se réduit encore, la pression augmente et on tente encore de gagner de la compétitivité en réduisant encore le gâteau. Tout le monde veut exporter moins cher et, donc, tout le monde va dans le mur. Bref, c'est une machine infernale. La contraction des PIB italiens (-0,1 %), néerlandais (-1,4 % !) et finlandais (-0,4 %) et la stagnation du PIB français est le fruit de cette folie. L'illusion a été si aveugle qu'elle a fini par transmettre au nord du continent les plaies du sud !

Deuxième illusion : la France est le mauvais élève et doit être corrigée !

La croissance zéro de la France au premier trimestre a déclenché une série de lazzi de la part des observateurs. Sans doute avec raison, c'est un mauvais chiffre. Mais la France n'est pas un cas isolé, c'est un cas décalé. La France commence à ressentir les effets de la politique unilatérale de l'offre annoncée en grande pompe par son président en janvier. Autrement dit de son entrée dans la compétition par les coûts. Évidemment, ceci commence par une panique des consommateurs et une perte de confiance des entreprises qui, on l'oublie souvent, pensent parfois à leurs demandes futures avant d'investir et d'embaucher. Rien de surprenant à cela, c'est la politique menée partout depuis 2011 en Italie et en Espagne, mais aux Pays-Bas depuis 2012. On a vu le succès de ces politiques et comment elles n'avaient pas permis de réellement regagner de la dynamique. Autrement dit, on n'a peut-être encore rien vu en France si Paris persiste dans ses choix économiques.

Le problème, c'est que la France n'est pas une île économique. Son économie est liée aux autres pays de la zone euro, notamment à celles qui, grâce aux politiques d'ajustement, fondent leur croissance sur les exportations. Sans croissance en France, l'Espagne et l'Italie exporteront moins. Nos voisins européens, toujours prompts à la Schadenfreude (ce sentiment de bonheur devant

les malheurs du voisin) devraient donc prendre garde : la deuxième économie de la zone euro ne s'effondrera pas sans qu'il y ait de casse chez eux. Demander des « réformes » à la France dans ce contexte est peut-être le nec plus ultra de la moralité économique, mais c'est une politique très risquée pour l'ensemble de la zone euro. C'est, tout simplement, un facteur récessif de plus pour une région qui n'en a guère besoin. Croire que c'est ainsi que l'on sauvera l'économie européenne relève de l'illusion.

Troisième illusion : l'Allemagne profite de sa compétitivité

L'Allemagne a enregistré une forte croissance au premier trimestre : + 0,8 %. Plus que jamais, c'est le « bon élève » de la zone. Sauf que cette croissance est un argument supplémentaire contre la poursuite des politiques récessives en zone euro. Car l'Allemagne n'a nullement profité de sa compétitivité externe au cours de ce trimestre. L'Office fédérale des Statistiques, Destatis, souligne ainsi que cette croissance provient « exclusivement » de la demande interne. Les détails ne sont pas connus, mais il est certain que la consommation des ménages, les dépenses publiques et la construction ont apporté l'essentiel de cette croissance. Quant à l'investissement, sa dynamique s'explique en grande partie par un rattrapage naturel, après plusieurs années de désinvestissement outre-Rhin.

Autrement dit : l'Allemagne prouve que, pour faire de la croissance aujourd'hui, dans la zone euro, il faut s'appuyer sur la demande interne. La croissance allemande est la preuve de l'inanité absolue de la politique européenne du gouvernement allemand. Les exportations allemandes sont en petite forme : la croissance des émergents est bien trop faible. Et ce qui est vrai pour les produits allemands l'est évidemment pour les autres. Bref, l'Allemagne montre l'exemple, mais pas celui que l'on croit ordinairement.

Quatrième illusion : l'Allemagne tire la croissance de la zone euro

L'écart de croissance entre l'Allemagne et ses grands « fournisseurs » (Pays-Bas, France, Autriche et République tchèque) suffit à le prouver : le scénario rêvé par certains keynésiens d'une « locomotive » allemande tirant grâce à sa demande interne le reste du continent ne semble pas fonctionner. La forte dynamique interne de l'Allemagne a bien augmenté les importations,

mais cela n'a guère été suffisant pour tirer l'activité dans la zone euro. C'est évidemment la preuve que la croissance du commerce allemand, importations comme exportations, ne se fait pas sur l'Europe, mais sur les pays émergents. La croissance allemande profite donc principalement à d'autres. L'Allemagne consomme certes plus, mais pas forcément plus de produits de la zone euro. L'impulsion qui est donnée par la croissance allemande au reste de l'Europe n'est donc pas suffisante.

Sans compter que l'Allemagne a peut-être déjà mangé son pain blanc. Les enquêtes sur le climat des affaires qui se succèdent, que ce soit celui de l'Ifo ou du ZEW, montrent une inquiétude pour l'avenir des entreprises. La dynamique semble donc perdre de la vitesse également outre-Rhin. En réalité, on ignore la capacité de l'économie allemande à « tenir » sans son moteur externe. Si celui-ci ne reprend pas et ne vient pas irriguer la demande interne, il n'est pas certain que la dynamique de l'économie allemande, notamment le rattrapage des investissements, tienne longtemps. L'Allemagne ralentira alors, réduisant encore le déjà maigre gâteau à disposition des exportations des autres pays de la zone euro.

Cinquième illusion : il n'y a pas de menace déflationniste

Dans ce contexte de croissance fragile et faible, souvent négative, l'inflation faible demeure un des principaux dangers. Et la préoccupation majeure de la BCE qui semble déterminée à envoyer un message fort en juin. On l'a vu : les facteurs alimentant cette faiblesse de l'inflation restent plus que jamais en place. La compression des coûts demeure la norme et entretient dans beaucoup de pays européens un chômage élevé et une demande atone. Prêter à une PME dans ce contexte de dépression du marché intérieur demeure très risqué pour les banques, dont précisément, le niveau de créances douteuses atteint un record. Une enquête de la Banque de France publiée ce jeudi révèle un retour dans le négatif du « solde d'opinion » des banques sur les crédits aux entreprises. Ceci entretient la faible demande et la faible inflation.

L'ennui, c'est que cette faible inflation (qui, depuis octobre, est inférieure à 1 %) est une vraie menace parce qu'elle pèse sur les marges et bloque l'investissement. Surviene un choc externe ou une confirmation du ralentissement, et la déflation deviendra une réalité. « L'expérience japonaise prouve que les anticipations d'inflation

« ancrées » comme ne cesse de le répéter la BCE ne doivent pas faire illusion : la menace déflationniste existe.

L'action de la BCE pourra-t-elle sauver l'économie européenne ? C'est encore une illusion de penser que les banques centrales peuvent tout. Mario Draghi ne cesse du reste de le répéter. Les outils à disposition de la BCE peuvent tout au plus compenser en partie les effets récessifs des politiques menées, notamment en jouant sur le taux de change, mais nullement les annuler. Tout ce qui est fait dans les Etats pousse à la déflation et au renchérissement de l'euro. La BCE n'est pas omnipotente comme on le croit trop souvent : elle a surtout la capacité à agir sur les banques. Mais les banques ne manquent pas de liquidités, elles refusent de prêter à des économies en panne. Changer ? Impossible !

Ce tableau rapide prouve combien est dangereuse la doxa actuelle de la zone euro. Malgré l'échec de ces trois dernières années, aucune vraie inflexion ne semble en vue. Rien n'a été appris des leçons du passé. La seule issue pour chaque pays semble être la guerre des coûts avec ses « partenaires » pour aller chercher des parts de marché décroissantes. La solidarité européenne semble la dernière illusion qui est sur le point de tomber : malgré la monnaie unique, les pays de la zone euro sont dans une guerre économique féroce et la croissance allemande est incapable d'alimenter le reste de l'économie européenne. Les illusions perdues des dirigeants européens ne provoqueront pas le retour à un nécessaire pragmatisme. La « cage de fer » idéologique et institutionnelle est trop bien serrée. Un sursaut serait nécessaire, mais il ne viendra pas.



Romaric Godin

@RomaricGodin

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Sarkozy sur le patron de la DCRI : «Il nous est fidèle, lui ?»

Par Fabrice Arfi

De nouvelles écoutes judiciaires montrent que Nicolas Sarkozy s'est inquiété l'été dernier du peu de coopération de l'actuel patron de la DCRI dans l'affaire Kadhafi pour l'informer des développements des enquêtes en cours. Les juges sont par contre parvenus à identifier une possible "taupe" de l'équipe Sarkozy, Tristan H., travaillant sur les questions libyennes dans les services secrets. Ils s'interrogent aussi sur le rôle d'un cadre dirigeant d'EADS.

Pour enrayer le cours d'une justice qui le menace, Nicolas Sarkozy est décidément prêt à tout. Mediapart révèle le contenu de nouvelles écoutes judiciaires qui montrent que Nicolas Sarkozy s'est étonné l'été dernier du peu de coopération de l'actuel patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) dans l'affaire Kadhafi afin de l'informer sur le contenu des investigations en cours, voire d'en empêcher les embarrassants développements. « Mais il nous est fidèle, lui ? », s'est-il ainsi inquiété auprès de son directeur de cabinet, en juin 2013.

Les juges en charge de l'affaire des financements libyens sont par contre parvenus à identifier une possible "taupe" de l'équipe Sarkozy dans ce dossier, travaillant sur les questions libyennes dans les services secrets intérieurs. Ils s'interrogent par ailleurs sur le rôle d'un cadre dirigeant du groupe EADS.

Une fois de plus dans cette affaire, les écoutes ordonnées par les juges ont parlé. Huit communications et deux SMS interceptés à l'été 2013 se sont avérés particulièrement instructifs pour les policiers de l'Office central de lutte

Le 21 juin 2013, à 14h44, le directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, l'ancien préfet de police Michel Gaudin, reçoit un appel d'un certain « Jean-Louis », que les juges ont identifié comme étant Jean-Louis Fiamenghi. Ancien patron du Raid puis du Service de protection des hautes personnalités (SPHP), Jean-Louis Fiamenghi a obtenu le statut de préfet grâce à Nicolas Sarkozy

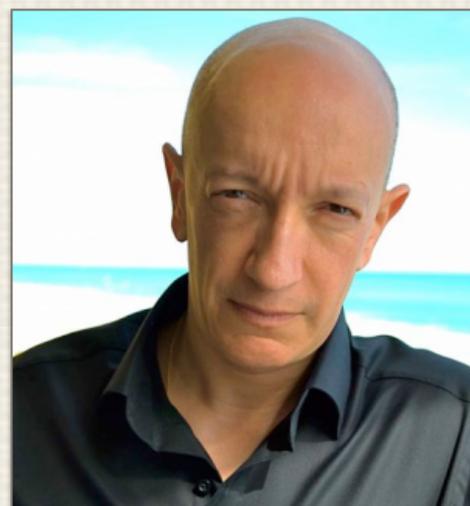
en 2010. Les deux hommes sont réputés très proches.



Le 8 décembre 2007. © Reuters

Lors de cette première conversation téléphonique captée par les écoutes judiciaires, Jean-Louis Fiamenghi prévient que l'une de ses relations a « des choses pointues à révéler » à Nicolas Sarkozy. L'«informateur» en question n'est pas n'importe qui : il s'agit de Philippe Bohn, actuel vice-président du groupe de défense et d'aéronautique EADS, selon les informations de Mediapart, du Point et du Monde. Ses bureaux et son domicile ont été perquisitionnés, le 26 mars, par les policiers dans cette affaire.

Né en 1962, Philippe Bohn est un fin connaisseur de la Libye — il a dirigé les activités africaines et moyen-orientales d'EADS — et il est très introduit dans les milieux du renseignement français, que ce soit à la DGSE ou à la DCRI. C'est aussi un homme politiquement engagé à droite, qui ne cache pas sa proximité avec son mentor Alain Madelin ou l'ancien ministre de la défense de Sarkozy, Gérard Longuet. Il a aussi été très actif durant la campagne présidentielle de 2007 en faveur du centriste François Bayrou.



Philippe Bohn © DR

Après ce premier coup de fil, un rendez-vous Bohn/Gaudin/Sarkozy est immédiatement organisé, le jour même. D'après ce qu'a pu reconstituer Mediapart, le vice-président d'EADS est alors interrogé sur un diplomate libyen, Moftah Missouri. Ancien traducteur de Mouammar Kadhafi, Missouri fut en quelque sorte les oreilles et la bouche des relations franco-libyennes pendant près de quinze ans. « Il a pu arriver que je sois questionné sur des aspects techniques concernant le fonctionnement institutionnel de certains pays africains », a dit pudiquement à Mediapart Philippe Bohn. « Mais je n'ai pris aucune initiative en aucune manière pour renseigner qui que ce soit sur une procédure en cours dont je ne connais ni les tenants ni les aboutissants », a-t-il précisé.

La veille de la rencontre avec Philippe Bohn, le magazine d'investigation de la chaîne France 2, Complément d'enquête, avait diffusé une interview accablante de Missouri. Le diplomate y confirmait d'une part l'authenticité d'un document officiel libyen, révélé par Mediapart, selon lequel le régime de Kadhafi avait délivré en 2006 un accord de principe au déblocage de 50 millions d'euros pour l'équipe Sarkozy à l'occasion de l'élection présidentielle. Il indiquait d'autre part que, d'après ses informations, l'équivalent de 20 millions de dollars avait été effectivement versé. Voici un extrait de son témoignage, publié à l'époque par Mediapart :

Financement libyen de Sarkozy : un témoignage clé...

http://www.dailymotion.com/video/x11305r_financement-libyen-de-sarkozy-un-temoignage-cle_news

Même si Nicolas Sarkozy soupçonne Philippe Bohn d'être un « combinard », son expertise semble être prise suffisamment au sérieux pour que l'ancien président en personne et Michel Gaudin appellent à deux reprises entre le 21 et le 24 juin l'actuel patron de la DCRI, Patrick Calvar, pour lui réclamer des comptes sur les liens de son service avec cet encombrant témoin libyen. Insistant, l'ancien président de la République demande au chef de la DCRI, comme s'il s'agissait d'un affidé, si ses agents avaient des informations sur lui. Patrick Calvar a répondu qu'à sa connaissance aucune enquête n'avait été faite sur Missouri — ce qui reste à démontrer.

Une taupe à la DCRI

Le 24 juin, à 18h39, les enquêteurs surprennent une nouvelle conversation entre Sarkozy et son directeur de cabinet. Les deux hommes s'inquiètent du fait que le patron de la DCRI ne les ait toujours pas rappelés pour leur livrer plus d'informations sur Missouri. « Il est très respectueux, mais embêté », observe durant cette conversation Nicolas Sarkozy à l'endroit de Patrick Calvar. Puis l'ex-président lâche à son directeur de cabinet cette phrase révélatrice de l'emprise qu'il pense avoir sur l'appareil d'État même s'il n'est plus en fonctions : « Mais il nous est fidèle, lui ? » Michel Gaudin croit savoir que oui. Patrick Calvar est réputé pour être un ami de son prédécesseur à la DCRI, le très sarkozyste Bernard Squarcini.

Le même jour, à 19h08, nouveau coup de fil entre l'ancien président français et son dircab'. L'inquiétude est palpable chez Sarkozy : « Ce n'est pas bon signe quand même pour lui [Patrick Calvar – ndlr] de ne pas nous avoir rappelés. » Michel Gaudin dit à son patron qu'il a eu de nouveau son informateur d'EADS. Le collaborateur de Sarkozy précise au téléphone que Bohn « a rendez-vous avec notre homme à 11h30 ». De qui s'agit-il ? Mystère.

Cette succession d'écoutes judiciaires a provoqué, le 28 mars, l'audition comme témoin du patron de la DCRI par les juges Tournaire et Grouman, comme l'a déjà rapporté Le Monde. Interrogé sur sa « fidélité » au clan Sarkozy, Patrick Calvar a répondu, d'après les éléments recueillis par Mediapart, qu'il n'était fidèle qu'à une seule personne : « la République ». Quant aux éventuelles enquêtes de son service sur le diplomate libyen Moftah Missouri, le maître-espion n'a pas répondu, opposant le « secret défense » au magistrat.

Plus intéressant, il apparaît que les juges et les policiers ont depuis plusieurs semaines dans leur collimateur un agent actuellement en poste à la DCRI, Tristan H. — une récente loi interdit aux médias de révéler l'identité d'agents du renseignement au nom de la sécurité nationale.

Les enquêteurs s'interrogent sur l'activisme en faveur du clan Sarkozy de ce sous-lieutenant affecté au suivi des affaires libyennes, au point que le directeur de la DCRI a été interrogé à son sujet durant son audition par les juges. Patrick

Calvar, qui n'a pas donné suite à nos demandes d'entretien, a dit qu'il ne le connaissait pas, alors qu'il s'agit bien de l'un de ses agents. Tristan H. serait-il « notre homme » dont parle le directeur de cabinet de Sarkozy dans une écoute ? Impossible de l'affirmer avec certitude pour le moment.



Moftah Missouri (au centre), avec Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi, à Tripoli © Reuters

Mais ces nouvelles découvertes sur l'importance du réseau d'informateurs de la Sarkozie, toujours actifs dans l'appareil d'État, ne laissent pas d'interroger sur le niveau de compromission dans la haute administration au profit d'un clan politique.

L'enquête des juges Tournaire et Grouman a en effet déjà permis de mettre en lumière les agissements d'un ancien directeur de la police judiciaire parisienne, Christian Flaesch, surpris dans une écoute téléphonique de novembre 2013 en train de préparer l'ancien ministre Brice Hortefeux à une audition judiciaire en lien avec le dossier libyen. Le policier, qui est allé jusqu'à souffler quel type de questions allaient lui être posées et quel document apporter pour assurer ses arrières, fut limogé sur-le-champ sitôt l'information rendue publique.

D'autres écoutes, réalisées début 2014 sur un téléphone portable de Nicolas Sarkozy acheté sous un nom d'emprunt — le désormais célèbre "Paul Bismuth" —, avaient montré que l'ancien président et son avocat, Me Thierry Herzog, s'étaient inquiétés le 1er février d'une éventuelle perquisition judiciaire, toujours en lien avec le dossier libyen.

Dans cette écoute, dont Mediapart a déjà fait état, l'ancien président demandait à son avocat « de prendre contact avec nos amis pour qu'ils soient

attentifs ». « On ne sait jamais », ajoutait Nicolas Sarkozy. Son avocat précisa qu'il allait « appeler (son) correspondant ce matin (...) parce qu'ils sont obligés de passer par lui ». Vu la sensibilité de la manœuvre, Nicolas Sarkozy s'était montré inquiet quant à la façon de consulter la source. Thierry Herzog le rassura, lui indiquant qu'il a « un discours avec lui qui est prêt », c'est-à-dire un message codé pour communiquer. « Il comprend tout de suite de quoi on parle. »

Ce même jeu d'écoutes avait également permis de mettre au jour la proximité du couple Sarkozy/Herzog avec un haut magistrat de la Cour de cassation, Gilbert Azibert. Il est apparu à la lecture des interceptions téléphoniques que le magistrat rencardait l'avocat de l'ancien président en marge de l'affaire Bettencourt et aurait tenté d'influer, moyennant un soutien pour une nomination à Monaco, sur une décision de la cour portant sur la restitution (ou non) des agendas présidentiels de Nicolas Sarkozy. Saisis dans le cadre de l'affaire Bettencourt, ces agendas étaient susceptibles en effet d'intéresser d'autres enquêtes visant Nicolas Sarkozy, comme l'affaire des financements libyens. Ces dernières écoutes ont débouché sur l'ouverture d'une information judiciaire pour « trafic d'influence » visant les trois hommes.

mediapart.fr

VII) Élections européennes 2014 : comment le PS tente de limiter la casse



Par Roland Greuzat
chroniquant et perturbé

C'est l'histoire d'une défaite annoncée. Déjà fragilisé par les élections municipales de mars dernier, le PS s'apprête à vivre un second scrutin difficile, le 25 mai, lors des européennes. Selon un sondage TNS-Sofres, le parti ne recueillerait que 16% des intentions de vote, loin derrière le FN et l'UMP. Pour le socialiste Roland Greuzat, en refusant les débats de fond, le PS joue un jeu dangereux.



Soirée débat sur le thème de l'Europe de la culture organisée par le PS à Lille, le 5 mai 2014 (C. BAZIZ/SIPA).

Il est certain que le PS fait tout pour éviter une défaite par trop prévisible aux élections européennes. Du moins, il préférerait que cette défaite ne soit pas trop voyante, que cela soit considéré plus comme un épisode fâcheux qu'il sera temps d'oublier. Et pour cela, la réforme territoriale viendra à point nommé.

Un parti qui se cache derrière Martin Schulz

On a remballé autant que faire se peut les têtes de listes, celles qui fâchent les militants et celles qui ne fâchent pas les électeurs faute d'être connues.

On insiste sur Edouard Martin (il en vaut la peine) et on promène Martin Schulz aux quatre coins de l'Hexagone, voilà pour la tactique de campagne. On peut d'ailleurs légitimement se demander si cette mise en avant de Martin Schulz n'a pas d'autre but que de faire s'opérer un transfert de responsabilité en cas de "baffe" électorale.

On européenise l'élection européenne, on fait en sorte de faire comprendre que l'on va plus voter pour la présidence de la Commission que pour nos propres représentants, on fait en sorte que le gros score annoncé de Marine le Pen soit noyé dans la montée des extrêmes à l'échelon européen.

Isabelle Thomas, tête de liste pour le Grand-Ouest, est très claire sur ce point :

"Il s'agit dans cette campagne de faire basculer la majorité techno-libérale de la Commission européenne incarnée par José Manuel Barroso au profit de notre candidat Martin Schulz."

Dont acte. Si lourde défaite il y a, ce sera celle du social-démocrate allemand Martin Schulz qui

n'aura pas su convaincre. Le procédé est trop simpliste pour ne pas être manifeste.

Une position politique schizophrène

Quant à communiquer sur un thème de campagne quelconque, cela devient plus problématique. C'est là que nous entrons dans le compliqué, dans le dur, dans le complexe. Parce que nous nous trouvons quand même face à une belle rafale de paradoxes.

Faire campagne aujourd'hui sur le thème du non à l'austérité en Europe alors que l'on entre de plein pied dans une politique d'austérité en France, et en plus avec en première ligne un grand zélateur de la rectitude budgétaire pour lequel la règle des 3% est intangible, c'est compliqué.

Certes, Martin Schulz veut nous lancer, nous Européens, sur les chemins de la relance. Mais avec de telles cartes, ce sera pour les autres. On se souviendra pour commencer que ces fameux 3% furent, en leur temps, un chiffre sorti au hasard de la manche de chemise empesée d'un certain Balladur, on ne peut pas faire plus rationnel dans l'improvisation...

Austériphiles en France (mais chut, il ne faut pas prononcer le mot, c'est tabou), austériphobes en Europe, voilà le grand écart auquel doivent se livrer les socialistes. Il va y avoir des problèmes articulaires, et puis pour se relever, c'est dur, à moins d'in vraisemblables contorsions.

N'était-ce pas d'ailleurs sous-entendu dans une déclaration de Pervenche Bérès, tête de liste en Île-de-France, qui n'hésitait pas à dire :

"Entre la rigueur nationale et la relance européenne, il y a une articulation à organiser que Martin Schulz peut incarner."

Le choix des termes confirme si besoin est cette ambiguïté – "entre rigueur et relance", "articulation", "peut incarner" – on ne peut pas dire que ce soit une affirmation d'une absolue clarté nourrie au lait de la certitude.

L'épineuse question du traité transatlantique

Pour le reste, le débat de fond sur la question européenne nous échappe. C'est en tout cas ce qui transparait, mais cela cache peut-être une envie : celle de ne pas évoquer les sujets qui fâchent, les sujets trop techniques qui risqueraient d'embrouiller le message.

Un de ces sujets reste le fameux (trop fameux voire même fumeux) traité transatlantique, actuellement dénommé TAFTA (Trans Atlantic Free Trade Agreement), après avoir connu un certain nombre d'autres appellations plus ou moins incontrôlées (ACTA, TTIP). Les négociations sont d'une remarquable opacité. La confidentialité est soi-disant essentielle, en fait, le but recherché est d'aligner tout le monde sur les USA et un libéralisme totalement débridé.

Ces négociations, outre les États, sont aussi ouvertes aux grands groupes par l'intermédiaire de lobbyistes forcenés. On y discute de la judiciarisation des rapports entreprises/États, où, par exemple, une entreprise mécontente de lois sociales, influant sur la rentabilité et freinant les profits, pourrait attaquer l'État en question, qui plus est devant un tribunal arbitral, faisant ainsi fi du simple concept de justice, passant du légal à l'arbitraire.

D'ores et déjà, le Parlement européen a mené une résistance certaine, mais pas la Commission. Si les représentants socialistes ont fait bloc, certains se sont malgré tout égarés.

La future composition du Parlement européen aura donc à répondre de cette épineuse question. D'ores et déjà, comme les discussions ne sont pas interrompues, on sent que cela risque de coïncider quelque part.

Des sujets de fond occultés

Dans le discours officiel, il est clairement affiché d'éviter les écueils tels que cette judiciarisation des rapports entreprises/États.

On se félicite d'avoir mis en place l'exception culturelle, il en va de même pour les questions agricoles afin que nous ne nous retrouvions pas avec n'importe quoi dans notre assiette comme des poulets chlorés ou du porc dégraissé à coups de rectopamine. Les marchés publics de défense ont eu aussi été prioritairement préservés de tout effet pervers de ce traité.

Comme il n'y a pas de discours officiel sans éléments de langage, on répète à l'envie : "La France est confiante mais reste vigilante". C'est le leitmotiv qu'affichait Nicole Bricq, ancien ministre du commerce extérieur, sauf que Fleur Pèlerin, nouvelle détentrice de la fonction (quoique simple secrétaire d'État) s'est plusieurs fois déclarée fortement favorable au traité transatlantique.

"Il faut suspendre les négociations pour un traité transatlantique. L'industrie européenne n'a rien à y gagner et beaucoup à y perdre, les États Unis viennent d'injecter des fonds considérables pour soutenir certains de leurs secteurs industriels, qui, une fois modernisés, seront prêts à conquérir le marché européen. Pendant ce temps là l'Europe interdit les aides directes aux entreprises."

Ce sera donc la position soutenue par les candidats de l'aile gauche du PS, notamment d'Emmanuel Maurel.

On le voit clairement, cette élection est très riche d'enjeux fondamentaux, et la campagne qui se déroule actuellement est bien loin, dans ses propos, de s'élever au niveau de ces mêmes enjeux.

En conclusion, on peut dire que le PS joue un jeu dangereux dans cette campagne en la portant de cette façon. Cacher sa faiblesse derrière la carrure de Martin Schulz n'est pas la meilleure façon de faire comprendre aux électeurs la dangerosité de la situation.

Gageons toutefois que l'électeur de gauche est un adulte averti et qu'il sera voir les véritables enjeux de cette campagne et la nécessité d'avoir une forte et cohérente représentation au Parlement européen

leplus.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Cambadélis appelle les forces de gauche à «reconstruire un tronc commun»

Par François Bonnet

Grosse surprise sur le plateau d'« En direct de Mediapart », mercredi. Lors de ce débat entre Cambadélis (PS), Cosse (EELV) et Mélenchon (Front de gauche), le premier secrétaire socialiste a pris acte d'« une défaite majeure » et appelé toutes les forces de gauche à se retrouver pour « reconstruire le tronc commun de la gauche et des écologistes ». Simple habileté tactique ?

Est-ce l'amorce d'un tournant politique majeur ? Le débat organisé par Mediapart, mercredi 14 juin, entre les trois dirigeants des principales formations de gauche (PS, Europe Écologie-Les Verts et Front de gauche) était en soi un événement. Cet échange était le premier entre un premier secrétaire du PS et le vice-président du Front de gauche (Hollande puis Désir avaient toujours refusé de débattre avec Mélenchon). Il était également le premier entre un dirigeant socialiste et Emmanuelle Cosse, responsable nationale d'EELV, depuis le départ des écologistes du gouvernement.

Mais outre cette volonté de reprendre publiquement langue, la surprise a été l'appel lancé par Jean-Christophe Cambadélis aux autres responsables des gauches : appel à « retrouver le chemin de la convergence ». « Il faut dialoguer sur le fond, essayer de voir où peut se reconstruire le tronc commun de la gauche et des écologistes. Je ne sais pas si c'est en passant à nouveau par des Assises de la transformation sociale (comme cela fut organisé en 1994 – nldr). C'est un espace de confrontation qu'il faudrait créer et un espace où les citoyens pourraient intervenir », a précisé Cambadélis.

S'agit-il d'une simple habileté tactique, dans un moment où le PS n'est pas seulement isolé à gauche, affaibli par la rupture de la coalition avec les écologistes, mais aussi divisé en son sein avec une centaine de parlementaires critiquant à voix haute la politique Valls-Hollande ? Habileté tactique également d'un Cambadélis parachuté à

la tête du PS, sans congrès et sans vote militant ? Les mois qui viennent diront s'il ne s'agit là que d'une posture, au lendemain d'une déroute électorale lors des municipales et à la veille d'élections européennes qui s'annoncent tout aussi difficiles pour le parti au pouvoir.

Mais la première partie de ce débat (elle est à regarder ci-dessous) a incontestablement souligné qu'un ton nouveau était de mise côté socialistes, tandis que les dirigeants écologiste et Front de gauche se disaient prêts également à participer à une entreprise de refondation de la gauche. « Je suis disponible pour un débat sur le fond », assurait Jean-Luc Mélenchon. « C'est bien d'avoir des débats, mais il faut avancer », ajoutait Emmanuelle Cosse, soulignant tout de même la difficulté de l'exercice au vu du bilan des deux années de François Hollande à l'Élysée.

<http://www.dailymotion.com/video/x1uon69>

Cette démarche nouvelle, au moment où partis et clubs nouveaux se créent à gauche (Nouvelle Donne, par exemple), se fonde sur un constat largement partagé par les trois dirigeants et qui ne concerne pas seulement le brutal « désamour » (Cambadélis), le « discrédit » (Mélenchon) provoqué par la présidence Hollande. La crise est plus profonde encore, elle ne concerne pas que le PS mais l'ensemble des forces de gauche.

« Le PS a subi une défaite majeure, les fondations mêmes du parti ont été ébranlées, ces fondations du socialisme municipal, mais dans l'ensemble de la gauche il y a aussi divisions et désarroi. Si nous ne parvenons pas à nous écouter et à échanger, alors nous allons entrer dans une période extrêmement difficile », estime Jean-Christophe Cambadélis. « Je partage beaucoup d'éléments de ce diagnostic, oui, toute la gauche recule ensemble, j'en suis parfaitement conscient », répond Jean-Luc Mélenchon. Même analyse d'Emmanuelle Cosse : « Quand l'électorat de gauche, et particulièrement socialiste, ne vote pas, tout le monde en souffre. »

Quant aux raisons de la crise profonde du PS, mais aussi de la social-démocratie européenne, ou encore des gauches critiques, les trois dirigeants n'affichent pas de divergences radicales. Cambadélis souligne ce qui est, pour lui, la « défaite majeure » : la question sociale, celle de l'égalité républicaine, a été battue par la question

de l'identité. C'est pour cela que le FN progresse, qu'il est bien là, qu'il est en dynamique et qu'une lutte à mort s'engage contre lui et durera jusqu'à la présidentielle ».

Jean-Luc Mélenchon veut voir plus grand et parle, lui, « d'une crise de civilisation européenne », civilisation ravagée par les dogmes du libéralisme. « Il nous faut dessiner une ligne d'horizon, d'espoir, de futur. L'ancien logiciel de gauche est mort, celui du communisme d'État, n'en parlons pas, mais aussi le logiciel social-démocrate. Les écologistes ont apporté quelque chose qui est la clé de sortie vers le haut. Il nous faut construire l'écosocialisme basé sur la transition écologique », assure-t-il.

Débattre, oui, mais de quoi et comment ? Emmanuelle Cosse est venue rappeler quelques réalités dérangeantes à un Jean-Christophe Cambadélis qui, en plus de deux heures trente de débats, n'aura pas cité le nom de Manuel Valls, et évoqué du bout des lèvres François Hollande – et en rappelant que lui avait soutenu Martine Aubry lors de la primaire socialiste. « Cela fait vingt ans que je dis que le logiciel de la gauche est mort. Débattre... mais nous discutons beaucoup ensemble ; nous avons préparé 2012 avec le PS, nous avons signé un accord : le problème est qu'une fois le PS parvenu au pouvoir, tout cela est effacé ! », a insisté la secrétaire nationale d'EELV.

Les pieds dans le béton

Que pouvait bien répondre Cambadélis, lesté par le bilan du pouvoir et les pieds comme coulés dans le béton ? Le premier secrétaire du PS a tenté de distinguer « le temps court », celui de l'exercice du pouvoir et de ce que pourraient être les trois prochaines années de présidence Hollande, d'un « temps long », principal défi posé à la gauche. Mais si « enjamber » ainsi le quinquennat Hollande lui a permis de prendre toutes les distances possibles par rapport aux politiques menées aujourd'hui, cela ne lui a pas permis d'échapper aux quelques questions clés posées par ses interlocuteurs.

Emmanuelle Cosse l'a redit : « On ne souffre pas d'un manque de dialogue, d'un manque d'idées, le problème est comment mettre en œuvre les politiques décidées une fois parvenus au pouvoir ; et pourquoi ne l'avons-nous pas fait. » « On peut bien sûr débattre à un niveau idéologique, a renchéri Jean-Luc Mélenchon, mais il faut ensuite

venir sur des choses concrètes et parler sérieusement programme. »

Et c'est là que les difficultés commencent, multiples et bien souvent irréductibles. Si le Front de gauche et le mouvement écologiste paraissent en phase sur quelques questions centrales (redistribution, transition écologiste, investissements publics, développement soutenable plutôt que course à la croissance), le dirigeant socialiste n'a pu que prendre acte de l'ampleur des désaccords et assumer un « réformisme » revendiqué plutôt qu'une « tension » ou une « rupture » avec le capitalisme. Le choix, tel que résumé par Mélenchon, étant entre « une politique de l'offre ou une activité écologiquement soutenable », les fractures entre ces gauches sont apparues béantes.

« Je mets de côté la pratique gouvernementale, mais le parti socialiste a lui aussi intégré l'écologie », a tenté Cambadélis sans pouvoir tenir très longtemps la position... Idem sur la défense du pacte de responsabilité et des 50 milliards d'économies dans les dépenses publiques qui ont provoqué l'abstention de 41 députés socialistes. Le premier secrétaire a tenté une audacieuse explication : la désignation de Hollande lors de la primaire socialiste avait comme « logique » cette politique, puisque le candidat n'avait pas encore prononcé le discours du Bourget et s'était en revanche déclaré partisan d'un retour aux 3 % de déficit budgétaire... Le savaient-ils, ces premiers électeurs de Hollande, qu'ils voteraient pour le plan aujourd'hui défendu par Valls ? Oui, veut faire croire Cambadélis. C'est à voir ci-dessous :

<http://www.dailymotion.com/video/xlujyxx>

Autres désaccords majeurs : les politiques sociales et la question de la redistribution. « Augmenter le SMIC, c'est écologique ! », a tonné Mélenchon dans une de ces formules qu'il affectionne. Vu par Cambadélis, cela donne ceci : « Le cœur de notre désaccord avec ceux que j'appelle les néocommunistes, parce que je ne peux pas les appeler mélenchonistes, c'est cela : on ne peut pas redistribuer ce que l'on n'a pas encore produit ! » Dialogue de sourds inévitable : ni Mélenchon, ni Cosse – avec des arguments différents – ne peuvent se ranger à l'argumentaire ressassé depuis des mois par le pouvoir.

Et puis, bien d'autres questions divisent ces gauches sans que l'on discerne comment réduire

les fractures. L'Europe, bien sûr, avec un fédéralisme revendiqué par Emmanuelle Cosse et fortement rejeté par Jean-Luc Mélenchon, pour qui « l'Europe ne doit pas être changée ou réorientée mais totalement refondée ». L'euro ensuite, comme le rôle et les pouvoirs de la Banque centrale européenne. Le projet de traité transatlantique de libre-échange Europe/États-Unis enfin, qui voit à nouveau EELV et Front de gauche s'opposer ensemble au PS.

Les tentatives de Cambadélis d'expliquer qu'« à ce stade », le PS était contre, quand le candidat des socialistes européens Martin Schulz se dit pour – moyennant quelques conditions (lire ici les réponses de Schulz à nos questions), sont apparues comme désespérées. Voir la vidéo ci-dessous :

<http://www.dailymotion.com/video/x1usk4f>

Au vu de ces désaccords, toute reprise de dialogue entre les forces de gauche est-elle vouée à l'échec ? Les résultats des européennes, puis la capacité ou non du pouvoir socialiste à sortir de l'impopularité détermineront largement les futurs possibles de tels échanges. Mais au moins Cambadélis pourra-t-il dire qu'il aura pris date en lançant cet appel. Le PS ne peut prendre le risque de voir se construire des convergences – et plus si affinités – entre les autres forces de gauche qui viendraient l'isoler, le marginaliser. Et, pourquoi pas ?, le doubler lors de la prochaine présidentielle.

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue